

Entretien

Sur l'instabilité politique dans le monde

« C'est vrai, si je fais le tour des personnalités politiques rencontrées lors de ma première présidence, il n'y a plus qu'Angela Merkel qui soit encore au pouvoir. C'est ma constante »

Sur la montée des populismes

« Si le peuple devait avoir le sentiment que les politiques décident de tout dans leur tour d'ivoire et ne s'occupent que du bien-être des multinationales, cela pourrait être dangereux »

«Je me sens plus sûre pour aborder la fonction»

Présidente de la Confédération pour la deuxième fois, Doris Leuthard se confie. Elle s'inquiète de la montée des nationalismes et réfute l'idée d'élites coupées du peuple

L'essentiel

● **Consécration** Après 2010, Doris Leuthard sera à nouveau présidente l'an prochain.

● **Changement** Son mandat intervient alors que l'Union européenne est fragilisée.

● **Cohabitation** Elle veut que les partis travaillent main dans la main avec le Conseil fédéral.

Florent Quiquerez Berne

Pour sa deuxième année de présidence, Doris Leuthard avance avec la confiance d'une politicienne aguerrie. L'Argovienne qui s'apprête à monter sur la scène internationale se confie sur le virage à droite du parlement, sur sa vision de l'Europe, mais elle garde le suspense sur la suite de sa carrière au Conseil fédéral. Interview.

Lors de votre première présidence, on se souvient d'une photo de vous avec Barack Obama. Aura-t-on droit au même cliché avec Donald Trump?

(Elle rit.) Je me réjouis d'abord de la photo avec le président chinois Xi Jinping que nous devrions recevoir l'an prochain. Sa présence serait un honneur pour la Suisse. La Chine est un pays qui compte. Ce sera d'ailleurs intéressant de voir comment évoluent les relations entre Pékin et Washington, avec l'élection de Donald Trump. Quant aux autres visites, il est trop tôt pour en parler. Attendons de voir les élections en France et en Allemagne.

La Suisse s'est beaucoup engagée pour nouer des liens avec les pays voisins. Faut-il tout recommencer?

Non. Un changement de gouvernement n'implique pas un virage à 180 degrés de la politique étrangère du pays. L'appareil administratif reste souvent le même, les priorités aussi. C'est vrai, si je fais le tour des personnalités politiques rencontrées lors de ma première présidence, il n'y a plus qu'Angela Merkel qui soit encore au pouvoir. C'est ma constante. (Rire.) Cette deuxième présidence me permet d'aborder la fonction avec moins de nervosité. Je me sens plus sûre qu'il y a sept ans.

Cette instabilité est-elle un défi?

Je ne suis pas inquiète pour l'Italie. Même si Matteo Renzi n'est plus à la tête du pays, le gouvernement affiche une certaine constance. Le cas de la France est plus incertain. Il faudra très vite avoir un contact avec la nouvelle présidence, afin d'assurer une certaine continuité. On verra enfin ce qui se passe en Allemagne. Mme Merkel fait du bon travail. C'est le gage d'une certaine stabilité dans un monde qui évolue rapidement.

La montée des populismes vous inquiète-t-elle?

Ce n'est pas vraiment le populisme qui m'inquiète, mais plutôt le nationalisme.



Doris Leuthard est la doyenne en ancienneté du Conseil fédéral. AARGAUER ZEITUNG/CHRIS ISELI

Beaucoup de pays se referment sur eux-mêmes. Le protectionnisme augmente, et ça, c'est un souci pour la Suisse, car notre pays est dépendant des échanges et de l'accès aux marchés extérieurs.

La démocratie directe protège-t-elle la Suisse de cette évolution?

Je ne dirais pas que nous sommes «protégés». Mais je réfute totalement l'idée d'élites qui seraient en opposition avec la population. Nous sommes tous le peuple. Il faut toutefois faire attention aux effets de la globalisation, qui fait aussi des perdants. Si le peuple devait avoir le sentiment que les politiques décident de tout dans leur tour d'ivoire et ne s'occupent que du bien-être des multinationales, alors cela pourrait être dangereux.

Les craintes sont aussi liées à l'immigration...

● Doris Leuthard commencera son année présidentielle sur les chapeaux de roue. Après la votation sur FORTA, elle devra défendre la Stratégie énergétique. «Je ne suis pas étonnée de cette fronde de l'UDC et de quelques PLR. Il y a des gens qui croient toujours au nucléaire. Il faudra bien expliquer ce qu'est cette stratégie. Et puis, si on vote non, quelle est l'alternative? Plus personne ne cons-

truire de nouvelles centrales, mais il faudra pourtant bien trouver des solutions pour l'approvisionnement.» Doris Leuthard est également attendue sur le débat autour du service public avec l'initiative «No Billag». «La SSR est devenue le bouc émissaire de toutes les frustrations, liées aux difficultés rencontrées par les groupes médiatiques. Je conçois ces inquiétudes, mais je le ré-

Comment jugez-vous la réponse donnée à ceux qui craignent une trop forte immigration?

Vous touchez à un dossier sensible. Le parlement a trouvé une solution pour mettre en œuvre l'initiative «Contre l'immigration de masse». C'est un modèle eurocompatible, mais qui s'éloigne du

texte de la Constitution, et donc de la volonté populaire. Cette solution n'a de chance d'être acceptée que si le nombre d'immigrés baisse. Si le niveau reste élevé, on va très vite avoir de nouvelles discussions. Le parlement a trouvé une solution, mais sa stratégie est risquée.

La Suisse a-t-elle encore besoin d'un accord institutionnel avec l'UE?

La position du Conseil fédéral n'a pas bougé. Avoir de bons rapports avec l'Union européenne reste notre priorité. Avec la ratification du protocole croate, nous avons sauvé l'accord sur la recherche. Si nous trouvons une solution à l'application de l'initiative «Contre l'immigration...», alors il faudra réfléchir au futur de nos relations avec l'UE. Mais nous ne sommes pas pressés. Bruxelles a d'autres chats à fouetter. L'année qui vient doit être celle de la normalisation de nos rela-

tions. La question institutionnelle viendra plus tard.

Une votation sur les juges étrangers sera difficile à gagner...

C'est vrai. Si les choses restaient ainsi, ce serait très difficile. Mais les négociations n'ont pas encore abouti et plusieurs points, notamment celui des juges étrangers, ne sont pas tranchés.

Lors de votre première présidence, le Conseil fédéral était miné par les indiscrétions. Ça va mieux?

Je qualifierais la coopération de bonne. Il reste des sujets difficiles à traiter, mais le dialogue est constructif. Il faut être prêt à défendre ses arguments, mais on peut échanger de façon collégiale, et parvenir à une solution qui convienne à tous.

L'arrivée d'un deuxième UDC a-t-elle changé la donne?

Quand vous êtes conseiller fédéral, votre priorité n'est plus de défendre votre parti. Vous gardez vos convictions, mais vous vous éloignez de la ligne partisane. Vous êtes plus indépendant. Du coup, les majorités sont variables. On cherche avant tout le bien du pays. Ensuite on se demande dans quelle mesure nos projets peuvent trouver une majorité politique.

C'est devenu plus compliqué avec le virage à droite du Conseil national?

Les majorités sont plus incertaines, on ne sait pas vraiment sur quel pied danser. Pourtant, les partis ont une responsabilité gouvernementale et ils doivent porter - en partie - les projets de leurs ministres. Cette responsabilité, le Conseil national a tendance à l'oublier. Prenez Ueli Maurer, dont le budget a été refusé par son parti. Ce n'est pas très agréable. Mon rôle l'an prochain sera aussi de veiller à ce que le gouvernement puisse travailler en bonne intelligence avec les partis.

Vous êtes la doyenne du collège. Avez-vous déjà réfléchi à une vie sans politique?

Je viens de lire un ouvrage qui parle d'Emil Welti, un des premiers conseillers fédéraux, qui a joué un rôle essentiel dans la construction du premier tunnel du Gothard. Il a été six fois président de la Confédération. Aujourd'hui, on a l'impression qu'après sept à huit ans, on doit partir. A l'époque, on restait vingt ans.

Vous pensez rester aussi longtemps?

(Elle rit.) Je pense que c'est important qu'il y ait de nouvelles têtes et de nouvelles idées. Un changement au Conseil fédéral permet aussi de faire accéder d'autres régions. Mais il faut aussi laisser aux membres du Conseil fédéral le moment de choisir quand ils souhaitent partir.

En restant au pouvoir, ne risquez-vous pas de faire de l'ombre au PDC?

On a toujours l'impression que les conseillers fédéraux sont les locomotives de leur parti. Je ne le pense pas. Si tel était le cas, ça voudrait dire que je fais un job plutôt misérable. (Elle rit.) J'espère que je ne travaille pas aussi mal. (Ndlr: le PDC a perdu des plumes lors des dernières élections fédérales.)

Les nombreux défis liés à son département

traira de nouvelles centrales, mais il faudra pourtant bien trouver des solutions pour l'approvisionnement.» Doris Leuthard est également attendue sur le débat autour du service public avec l'initiative «No Billag». «La SSR est devenue le bouc émissaire de toutes les frustrations, liées aux difficultés rencontrées par les groupes médiatiques. Je conçois ces inquiétudes, mais je le ré-

pète: ce n'est pas en enlevant des millions au service public que la presse ira mieux.» Se défendant d'avoir blindé son département sur les dossiers énergétique et de transport, elle rappelle les enjeux colossaux de la politique climatique. «La loi sur le CO₂ sera largement débattue. Or il faudra bien que la Suisse respecte les engagements pris lors de la COP21 à Paris.» F.Q.